

## RIO+20

### Bilan et perspectives

*Rappel sur le processus officiel : L'Assemblée générale des Nations Unies a décidé l'organisation d'une Conférence des Nations Unies pour le développement durable du 20 au 22 Juin 2012.*

*Deux objectifs à la conférence :*

- *garantir le renouvellement des engagements politiques concernant le développement durable,*
- *évaluer les progrès vers les objectifs accordés au niveau international sur le développement durable et relever des défis nouveaux et émergents.*

*La conférence mettra l'accent sur deux thèmes spécifiques :*

- *une économie verte dans le contexte de l'éradication de la pauvreté et le développement durable,*
- *une structure institutionnelle qui favorise le développement durable.*

*Sept autres domaines prioritaires ont été ciblés, sur lesquels la Conférence évaluera également les progrès vers un développement durable, travaillés dans différents cadres à l'échelle mondiale : la [lutte contre la pauvreté](#), notamment par le biais d'[emplois verts](#) et la promotion de l'[inclusion sociale](#) ; la promotion de la [sécurité alimentaire](#) et l'[agriculture durable](#) ; la gestion rationnelle de l'eau ; l'[accès à l'énergie](#), y compris à partir de [sources renouvelables](#), ainsi que l'[efficacité](#) et la durabilité ; des établissements humains durables ; la gestion des [océans](#), l'amélioration de la résilience et de la préparation face aux [catastrophes](#).*

#### **1/ Le processus des négociations internationales, dans un contexte bien différent vingt ans après.**

La conférence de RIO en 1992 suivait de très peu la chute du mur de Berlin (novembre 1989) et la fin de l'URSS (Décembre 1991) : elle a été marquée par cette période où la planète sortait de l'affrontement Est-Ouest et des blocages des politiques mondiales. En 1992 l'espoir est fort que des politiques multilatérales permettent d'affronter les enjeux planétaires.

Vingt ans après le contexte est bien différent : la Convention Climat et le protocole de Kyoto sont en médiocre posture, la structuration de la Convention sur la biodiversité débute, et surtout la crise financière et la crise économique que vivent beaucoup de pays développés (alors que les pays émergents continuent leur croissance), ont conduit les Etats riches à se replier sur eux-mêmes : les outils multilatéraux ne sont pas privilégiés. Notons que Rio+20 n'est pas un « Sommet » mais une Conférence, et n'est pas apte à engager les Etats comme ce fut le cas en 1992.

« Ce contexte nous conduit à ne pas attendre de cette prochaine conférence de produire des résultats comparables à ceux de 1992. Beaucoup de questions reliant le développement durable à l'environnement, comme l'énergie, le climat, les pêcheries, eau, ressources minérales, forêts, santé, aide au développement sont discutées dans d'autres enceintes et ne donneront pas lieu à des progrès significatifs à RIO » (Lucien Chabasson 2012).

La conférence de Rio s'est déroulée après le G20 présidé par le Mexique à Los Cabos les 18 et 19 juin, qui avait à traiter de la crise économique internationale et des régulations : les avancées y ont été peu significatives, l'Europe y a été plutôt marginalisée, sommée de régler « sa » crise !

Après Rio, les négociations vont continuer, en particulier sur le Climat, puisqu'à Durban il y a tout de même été décidé qu'un nouvel accord sur le climat serait conclu d'ici 2015, pour une application en 2020. Même si l'on voit déjà les freins se mettre en action...

Autre échéance clé en 2015 : les objectifs du millénaire pour le développement arrive à leur terme, ce sera le temps du bilan et de la définition de la suite...

Enfin la question de la sécurité alimentaire se rappelle régulièrement à l'agenda international du développement.

## **2/ Le contexte de la décision, et la préparation de la conférence**

**2.1.** Cette conférence, qui n'était pas un sommet de chefs d'Etats, a été **décidée sur un compromis bancal**, qui témoigne de la situation mondiale d'aujourd'hui. Analyse empruntée à Sylvie Lemet – PNUÉ.

Le Groupe des 77 (la coalition des pays en développement qui en fait en compte 132, actuellement présidée par l'Algérie) voulait une conférence sur le développement durable et les financements promis de la coopération pour le développement. Par contre ce groupe n'est pas demandeur des thèmes de l'économie verte ou de la gouvernance...

Le souci du Brésil, réticent aux questions environnementales (« l'Amazonie est brésilienne »), avait une seule ambition : la création d'une agence de DD.

L'Europe, malgré ses tentatives d'alliances avec les pays Africains (en les détachant du G77, ce qui n'a pas marché), a été très isolée dans ses efforts pour mettre en avant une autre voie de développement. En fait les blocs de 1960 se reconstituent.

Les grands pays émergents BRICS n'ont pas envie d'un agenda imposé par la communauté internationale, qui risquerait d'apporter des restrictions à leur commerce.

S'exprime un fort ressentiment des pays en développement et la Chine vis-à-vis du Nord, et c'est l'Europe qui en est le bouc émissaire, trop tournée sur ses négociations internes.

Ajoutons que la décision prise en 2007 a été suivie du déclenchement en 2008 des crises financière puis économique, ce qui a encore réduit les marges de manœuvres mobilisables, et a tendu les relations entre les grands ensembles économiques de la planète.

Du côté de la société civile, les attentes étaient mesurées, instruites par les grandes difficultés des négociations internationales, mais la conscience de l'urgence des décisions à prendre n'en était pas moins forte. Dans un contexte peu favorable aux initiatives multilatérales, le processus RIO+20 était considéré comme pouvant être l'occasion de rappeler les enjeux de l'avenir de la planète et de l'humanité qui l'habite, et donc être un inspirateur puissant de stratégies pour tous les acteurs, et contribuer à une relance des négociations mondiales, avec un agenda, un peu sur le modèle de 1992. C'est d'ailleurs une ambition que l'ONU avait elle-même formulé (cf plus haut).

**2.2. La préparation de la conférence** s'est faite à différents niveaux.

*Au niveau des Nations unies*, des réunions du Comité préparatoire permettent de faire avancer le projet de déclaration, autour du secrétariat de la Conférence (Mr. Sha Zukang, Secretary-General) et avec deux Coordinateurs exécutifs Brice Lalonde (France, ex ambassadeur français pour les négociations climatiques) et Elizabeth Thompson (ex ministre de l'énergie et de l'environnement, ministre du développement physique et de ministre de la santé de la Barbade).

Diverses consultations ont d'abord été menées au niveau mondial, en particulier par la conférence de Bonn en septembre 2011 (organisée par le département d'information publique des nations

unies) sur le thème « Sociétés Durables et Citoyens Répondants »<sup>1</sup>, et qui avait pour objet de mettre en évidence des expériences de la société civile engagée dans le processus Rio+20, avec d'autres partenaires, dans le schéma à 9 groupes que pratique les Nations unies. Cette conférence a été décevante aux dires de ceux qui y ont participé : quasi absence du Brésil, les entreprises très présentes par contre, y compris en finançant les réunions...

Les États et parties prenantes étaient invités à transmettre leur contribution avant le 1er novembre 2011 pour discussion, à la deuxième "réunion intersession" de Rio +20 qui s'est tenue aux Nations unies à New York les 15 et 16 décembre 2011. Une première discussion à partir du "zero draft" (paru mi janvier 2012) a eu lieu du 25 au 27 janvier 2012 à New York, suivra un premier "round" de discussions informelles du 19 au 23 mars.

On peut consulter et télécharger les contributions : Union européenne, Groupe des 77, États ; organisations de la société civile et autres parties prenantes, par exemple sur le site : [www.adequations.org](http://www.adequations.org)

*Au niveau brésilien* le comité en charge de la conférence a cherché à élargir l'ordre du jour (de l'économie verte à la transition énergétique en particulier). C'est le Brésil qui devait aussi organiser le forum parallèle des ONG et de la société civile, le « Forum des peuples ». Monté par les ONG brésiliennes et le collectif d'appui aux forums sociaux mondiaux, un Forum Social Thématique à Porto Alegre du 24 au 29 janvier 2012 devait jouer un rôle important dans la préparation des événements parallèles de RIO. Mais il n'a pas tenu ses ambitions, avec une grande diversité de maturité des différents thèmes abordés (cf. 4D)...

*Le niveau européen*, qui est négociateur pour les 27 pays de l'UE a contribué en temps et en heure aux diverses sollicitations, mais l'engagement de ce niveau n'a pas été très sensible...

*A l'échelle française*, les positions prises dans ce contexte par le collectif Rio+20 réuni autour de 4D ont été résumées dans une tribune diffusée le 20 janvier dernier.

Une contribution a été transmise à l'ONU le 1<sup>er</sup> novembre 2011, et des amendements au « Zéro Draft » ont été proposés, diffusés en février.

Mais d'autres ont produit des documents : par exemple les organisations syndicales au sein de la CESI. Les ministres en charge avant l'élection présidentielle ont organisé un séminaire fin janvier pour débattre des positions françaises sur la gouvernance (la France défendant la création d'une ONE, ce qui est avec réticence par les ONG). Après l'élection présidentielle de nouveaux contacts ont été pris entre les nouveaux négociateurs et les ONG. Le Comité 21 a organisé les animations à la Maison de France avec divers partenaires, entreprises, collectivités territoriales, centres de recherche et quelques associations.

*En conclusion de tout ce travail préparatoire, du côté de la société civile*, on pouvait évaluer les apports de la conférence ainsi :

*Malgré notre scepticisme à l'égard de l'appareil onusien, on peut espérer **dans le domaine de la gouvernance** des questions environnementales à l'échelle de la planète, une amélioration. La création suite à RIO de la CNUDD (Commission des Nations Unies pour le Développement Durable), qui regroupe les gouvernements et des observateurs, n'a pas fait beaucoup avancer. Par contre le PNUE n'est pas si inefficace (des conventions qui ont un rôle clé : espèces menacées, convention baleinière, gestion des déchets... ainsi que les progrès européens) et l'Organe des règlements de l'OMC n'est pas si redoutable (L Chabasson).*

*Pour un certain progrès, voici des pistes citées (certaines déjà dans le Zéro Draft) :*

---

<sup>1</sup> Titre en anglais « Sustainable Societies, Responsive Citizens »

- Remplacer la CNUDD par un conseil mettant la société civile et les Etats sur un pied d'égalité, avec un mandat de travail sur les objectifs du DD et les indicateurs de leur réalisation.
- Pour quoi pas une ONU ? Mais ce type d'organisation irait plus loin que le PNUE si : existait un inspectorat (cf. le modèle AIEA) ; il y avait une extension de la convention européenne d'Aarhus sur le droit à l'information ; et si le statut de la haute mer était traité...

*Le financement reste un enjeu clé. Il reste centré sur la Banque mondiale, et le FEM a du mal à se concrétiser. C'est aussi une question à traiter, mais elle n'avancera probablement que dans un 2<sup>ème</sup> temps.*

**Les Objectifs du millénaire** pour le développement (les célèbres OMD) sont loin d'avoir été atteints. Il serait bon d'en redéfinir les objectifs, et de mieux les relier aux objectifs du développement durable (des ODD) : les objectifs de lutte contre la pauvreté ne peuvent être atteints que comme une des dimensions des objectifs du développement !

**Sur l'économie verte**, et plus largement la transition écologique que nous appelons de nos vœux. Le débat sur « l'économie verte » reste difficile : c'est perçu soit comme un verdissement du capitalisme (cf. les brésiliens), soit comme un obstacle à la croissance (dans les discours politiques dominants).

*Pourtant les débats sur les réponses aux changements climatiques ont montré combien il était important de présenter aux pays du Sud un plan B pour le développement que les pays riches soient capables de mettre en œuvre chez eux (cf. P Radanne).*

*Rio peut-il être l'occasion d'écrire le programme d'un chantier de 20ans ?*

### **3/ Le déroulement de la conférence, trois sites étanches, eux-mêmes fonctionnant en silos, et la déclaration finale**

A l'ouverture de la conférence le travail de préparation avait abouti à trois produits, qui se retrouveront dans le cours de son déroulement :

- Un texte officiel avec beaucoup de paragraphes entre crochets, ce qui signifie que l'accord des représentants des Etats était très limité ; il a été la matière pour amorcer le travail de négociation dans les salles de réunion d'un des halls du site de la Conférence, Rio Centro ;
- Un processus des Dialogues, autour de dix thèmes clé, préparés par un échange par internet, aboutissant à la constitution d'un panel pour chaque thème, et qui se déroulera dans une très grande salle de réunion d'un des halls du Rio Centro. Chaque séance d'une demi-journée par thème devait aboutir à un choix de 3 priorités d'action ce qui a été fait, et qui devaient être transmises aux chefs d'Etat, ce qui n'a pas été fait réellement, puisque les conclusions des Dialogues n'ont été diffusées qu'après l'accord a minima fait par les représentants des Etats, avant la fin du G20.
- Le Forum des peuples, installé près du centre ville, mais à une vingtaine de kilomètres du Rio Centro -et beaucoup d'embouteillages-, formé d'un ensemble de tentes le long de la plage et du parc « Aterro do Flamengo », avec un programme prédéfini : assemblée des peuples sur « les causes et les fausses solutions » ; la journée mondiale d'action avec manifestation de rues ; assemblée des peuples sur « les solutions » ; et enfin assemblée des peuples sur « les agendas ». En parallèle des activités culturelles et des stands sur des thèmes divers étaient prévus.



### 3-1. Le texte officiel

**La déclaration finale, a créé une grande déception**, même si les attentes opérationnelles vis-à-vis de la conférence étaient réduites, vues les faibles capacités actuelles des responsables gouvernementaux de produire des régulations mondiales.

#### **Un grand souffle ultralibéral dans les halls 3 et 4 (ceux des bureaux et des salles de réunion des délégués)**

On a vu plus haut les conditions ambigües de la décision de tenir cette conférence. Mais le déroulement a montré que la situation est encore plus grave que l'on pouvait l'estimer.

Le Brésil voulait que le déroulement de la conférence soit exempté de conflit, tout en ne souhaitant pour lui-même pas de renforcement mondial des exigences environnementales. Prenant la conduite des négociations à l'ouverture officielle de la conférence (selon les pratiques habituelles à l'ONU), les négociateurs brésiliens ont poussé à un texte « a minima », supprimant les paragraphes contestés par l'un ou l'autre des Etats.

Cela a ouvert la porte à de nombreux reculs, sous la pression des Etats qui ne veulent pas de régulations internationales contraignantes supplémentaires. Il y a eu une sorte de coalition entre les Etats qui ont de la place, et qui prônent le libéralisme économique (Canada, USA, Australie, Russie, et pays arabes pétroliers... le Brésil étant en grande partie dans ce camp là), avec ceux les pays émergents ou qui espèrent le devenir (la Chine en est bien sur le plus représentatif), et qui ne veulent pas de régulation environnementale ou sociale comme frein à leurs exportations.

Cela conduit à un double refus, tragique pour l'humanité, des limites de la planète (avec la croyance que « je peux toujours aller un peu plus loin, si mon environnement se dégrade... »), et de l'interdépendance dans laquelle nous sommes tous (dont la question du climat est un des marqueurs, mais les limites des ressources minérales aussi).

L'Europe, affaiblie par plusieurs années de démantèlement de ses capacités de gouvernance, n'a pas eu la force de mettre ses solutions en avant. Alors qu'elle expérimente depuis des décennies la vie

urbaine à forte densité de population, dans un respect d'un mode de vie de qualité, avec la production de biens culturels reconnus, et une tradition de la gestion des biens communs... Certes il ne faut pas idéaliser la situation de l'Europe, avec ses tensions sociales et la croissance des inégalités et des exclusions. Mais plus que d'autres ensembles mondiaux, l'Europe a reçu de la géographie et de l'histoire des atouts pour inventer le mode de vie et de développement compatible avec une humanité à 9 milliards.

Le cas du Canada, témoigne de cette régression et du durcissement du combat idéologique entre les tenants de l'ultralibéralisme et ceux d'une régulation mondiale accrue. Tout ce qui peut gêner la gestion des ressources pétrolières des sables de l'Alberta doit être combattu, et toute contrainte supranationale éliminée.

On a ainsi vu arriver un amendement sur la gestion internationale de l'eau (qui touche donc la gestion des bassins versants transnationaux) porté par le Canada, les Etats Unis, la Turquie, la Chine et le Brésil, et qui demande que cette question soit traitée par les Etats seuls ! Cet amendement est en retrait avec tout ce qui a été dit sur ce sujet depuis bien longtemps !

Les grandes entreprises industrielles, minières, de service ou financières ont été peu visibles, alors que l'on pourrait dire qu'elles ont la voie un peu plus libre qu'avant... C'est un enjeu de rendre ce travail d'influence plus lisible et compris par le plus grand nombre !

Patrice BURGER - Directeur du CARI :

*Face à un accord sur moins de 40 % du texte à la fin de la PREPCOP du 13 au 15 juin, le Brésil et son armada de négociateurs formés maison ces dernières années, a sorti du chapeau un texte expurgé de toutes les mentions « bracketés » c'est-à-dire non agréées, pour en faire un document politiquement acceptable par tous. En pratique un document qui refuse de trancher les sujets controversés comme la responsabilité commune mais différenciée, les conditions effectives du transfert de technologie, le financement...*

*En ne faisant que des incantations sur les valeurs qui fondent l'intérêt collectif, les états font implicitement pencher la balance en faveur de la fixation d'un prix à la nature via les services rendus par les écosystèmes. Si tel devait être le cas de manière généralisée, ce serait le marché qui régulerait l'intérêt commun et le rôle régulateur des puissances publiques en serait disqualifié.*

Pierre Calame : « *la logique d'ensemble est celle de la réaffirmation solennelle de la souveraineté pleine et inconditionnelle des Etats de sorte qu'à l'avance rien de ce qui est dit dans le texte ne leur est imposable. Il faut partir du constat de faillite* ».

### **3-2. Les Dialogues**

***De bonnes surprises dans le déroulement des Dialogues dans le hall 5, mais ignorées des halls 3 et 4 !***

Les Dialogues ont rassemblé 100 panelistes en 10 panels avec en moyenne 1300 participants, et au total 63000 personnes, qui ont voté sur les recommandations prioritaires à présenter aux chefs d'Etat. Sur les 100 recommandations discutées, 30 ont été retenues. En voici une sélection :

*Put education in the core of the Sustainable Development Goals agenda.  
Commit to a Decent Work for All goal by 2030, including the right to bargain collectively  
Compel national governments to respect the human rights of all migrant workers*

*Promote tax reforms that encourage environmental protection and benefit the poor.  
Create a tax on international financial transactions with a view to contributing to a Green Fund in charge of promoting decent jobs and clean technologies.  
The world will adopt shared sustainable development goals (SDGs) that will be embraced by business, civil society and the public sector.*

*Promote global education to eradicate poverty and to achieve sustainable development.  
Ensure universal health coverage to achieve sustainable development.  
Promote equitable access to information, participation, representation and justice*

*Include environmental damages in the Gross National Product (GNP) and complement it with measures of social development.*

*Promote science, technology, innovation and traditional knowledge in order to face forests main challenge: how to turn them productive without destroying them;*

*Develop policies to encourage sustainable production of food supplies directed to both producers and consumers.*

*Eliminate misery and poverty-related malnutrition*

*Take concrete steps to eliminate fossil fuel subsidies.*

*Scale up investments and political will to ensure universal, equitable and affordable access to sustainable energy services to all by the next decade through clear strategies and actions.*

*Secure water supply by protecting biodiversity, ecosystems and water sources.*

*Implement the right to water.*

*Adopt more ambitious global policies asserting the importance of integrated water, sanitation, energy and land use planning*

*Plan in advance for sustainability and quality of life in cities.*

*Each head of state should identify a sustainable city to develop a network for knowledge sharing and innovation.*

Mais ces conclusions des Dialogues n'ont pas été prises en compte par les négociateurs des Etats. Ce sont des points d'appui pour les discussions futures, qu'il faut mettre en avant.

### **3-3. Le Forum des peuples**

**Le Forum des peuples** a été jugé par beaucoup comme décevant, malgré le travail préparatoire. Sa localisation n'était guère favorable, très étiré sur le Flamengo, avec un grand nombre de stands d'artisanat et de petits commerces, et des débats souvent uniquement en portugais. Les lieux où des débats de qualité internationale étaient possibles n'étaient pas faciles à repérer. Ceux qui ont réussi à y participer ont trouvé des discussions de qualité (comme dans le cas du pavillon de l'Eau, où le travail avait été bien préparé), mais sans échanges transversaux. Il en est résulté un texte final jugé de médiocre qualité, y compris par plusieurs militants altermondialistes.

Cela étant, P Burger note : « *les très nombreuses rencontres en marge de la conférence officielle, même si leurs travaux ne sont pas directement reflétés dans les négociations, sont peut-être le produit le plus significatif de Rio et qui suscitent le plus d'espoir de changements. Les réunions d'universitaires, de collectivités locales et territoriales, de jeunes, de syndicats, de philosophes, de scientifiques, d'agriculteurs ou d'autres acteurs jusqu'aux mouvements spirituels ou religieux, seront à n'en pas douter suivis d'actes concrets au niveau planétaire et dont il est impossible à ce stade de mesurer toute l'ampleur. La responsabilité sociale des entreprises a aussi été largement débattue.* »

La présence massive des syndicats comme les travaux du rassemblement mondial démontrent **un rapprochement fort entre les enjeux écologiques et sociaux**, et la possibilité de progresser conjointement et sereinement sur les deux dimensions à la fois.

### **3-4. En marge**

**En marge des trois sites principaux** décrits plus haut, plusieurs réunions, forums et autres événements parallèles sont à retenir :

- La réunion du Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD) s'est tenue à Rio avant la conférence, mais n'a pas eu de grands échos. Elle avait été préparée par un séminaire en mars et une réunion en mai à Paris. Il faut en attendre le compte rendu...
- la Maison de France a organisé de nombreuses tables rondes et débats, en particulier sur la recherche, et c'est là que François Hollande a rencontré les participants français.
- Une table ronde organisée par EPE (Entreprises pour l'Environnement) et le Club France sur les « vues françaises sur l'Economie verte et le dialogue public privé »,
- Une journée consacrée à un dialogue entre ONG Chinoises, Européennes et Latino-américaines : ce fut surtout l'occasion de contacts avec les ONG Chinoises, et de découvrir des personnalités de ce pays engagées sur des causes collectives, en particulier autour de la gestion des catastrophes naturelles et industrielles ;
- L'atelier international de 2 jours (18 et 19 juin, à la ESCOLA SESC) « *A Terra esta inquieta* » avec de hautes personnalités universitaires, E Morin, L Boff, Marina Silva, Michel Prieur, Cristovam Buarque...
- La réunion sur le Lac Tchad, avec les chefs d'Etat riverains et les grands organismes mondiaux impliqués, pilotés par E Mallet et l'association Passages.
- Une réunion de présentation du « Manifeste pour atteindre l'électrification universelle à l'horizon de 2030 » à Rio Centro le 19 juin. Il s'agissait pour **C STOFFAES** de présenter son rapport, et surtout la création d'une contribution de 1% payée par les consommateurs des pays riches. Cela permet de collecter 300M€ en France, 2 milliards en Europe et 5 à 6 milliards sur les pays de l'annexe B du protocole de Kyoto. Sont intervenus le prince LAURENT de Belgique, Denis COHEN, Dominique CAMPANA (Ademe), Vanessa MILLER, Chargée de mission internationale à la DGEC, Gilles VERMOT-DESROCHE, de Schneider Electric, et Bernard SAINCY, GDF-SUEZ.

### 3-5. Analyse de la déclaration finale : « *The futur we want* »

P Burger

*« Sur une cinquantaine de pages et 280 articles le texte ne fait que « reconnaître » par 147 fois des problèmes posés en termes de gouvernance, de gestion de ressources naturelles, de pauvreté, de développement, de financement, de modes de production et de consommation. S'il exprime par 117 fois que « nous sommes engagés », aucune précision n'est apportée sur la nature précise de ces engagements. « Réaffirmant » par 58 fois des positions anciennes sur ce qu'il faudrait faire, seulement cinq « décisions » sont exprimées !*

*A quoi sert-il de « réaffirmer » le droit à l'alimentation, la lutte contre la pauvreté ou de « réaffirmer » les nombreux textes onusiens sur tous les sujets qui fondent le développement durable, si à chaque seconde ils sont bafoués dans une impuissance généralisée ? »*

Pourtant il y a quelques acquis intéressants, sur lesquels il faut s'appuyer

D'abord il y a une déclaration, qui, comme le note un syndicaliste, ouvre des pistes de travail, même si elle est très édulcorée, et si « les grands groupes ont pris la main ».

Ronan Dantec : « *Le renforcement du rôle du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) est lui aussi encourageant. Élargi à l'ensemble des États et à la société civile, il est en outre doté d'un financement pérenne. L'évolution de l'ancienne commission du développement durable de l'Ecosoc, transformée en forum, lui confère une place renforcée. Ce forum ministériel se déroulera désormais avant l'assemblée générale annuelle des Nations unies. Ce serait un lieu clé de la discussion avec un statut de « participant » pour les représentants des neuf groupes de la « société civile ».* »

Jean-Christophe CARTERON, Directeur de la RSE – Euromed Management, et représentant de l'enseignement supérieur français (CGE & CPU) à Rio+20 note que « l'enseignement supérieur, est enfin présent dans les sommets mondiaux ».

*Le texte final adopté à Rio comprend en effet un chapitre sur l'éducation. Outre, l'accès pour tous à l'éducation porté depuis longtemps par l'UNESCO, pour la première fois l'enseignement supérieur est mentionné (notamment dans les pays émergents). Il est demandé aux établissements d'aller au-delà de programmes dédiés et de diffuser de manière transversale le développement durable dans toutes leurs formations. Deux autres points ont survécu à la coupe des négociateurs dans le texte, l'importance de la formation continue et l'exemplarité dont doivent faire preuve les établissements d'enseignement supérieur.*

#### **4/ Quelles perspectives ?**

Une des rares innovations résultant de la Conférence est l'ouverture à la conception d'Objectifs de Développement Durable : c'est un défi des prochaines étapes pour la société civile d'investir le processus pour y mettre les réformes, les indicateurs, l'agenda et les modalités de financement que nous voulons.

Ronan DANTEC : *Nous nous sommes retrouvés à Rio avec le même axe Bric, États-Unis, Canada, Australie, qu'à Copenhague. Ce sont bel et bien ces États qui sont responsables du texte qui en sort. Cette conférence s'est tenue dans un monde de compétition économique brutale entre les blocs. Les États ont été porteurs de cette idéologie, le Brésil en premier lieu, plus social-libéral qu'altermondialiste !*

**Néanmoins**, *le principal intérêt de ce sommet est que, au-delà du constat d'impuissance, Rio dit l'inquiétude des États concernant la crise environnementale et la finitude de la planète. Il n'y a plus de climato-scepticisme ou de déni de réalité au sein de l'ONU. À travers les objectifs de développement durable (ODD), ils ont laissé la porte ouverte à un accord à terme. Ces ODD s'appuieront sur des engagements de l'ensemble des pays, et non pas uniquement des plus développés.*

*On se donne jusqu'à 2015 pour en définir le contenu, ce qui correspond exactement à l'agenda fixé à Durban pour achever l'accord mondial qui doit succéder au protocole de Kyoto et qui doit, là aussi, déboucher sur un accord contraignant, engageant tous les grands émetteurs de CO2, y compris les émergents.*

IDDR : *« Les ODD permettent de rediscuter d'objectifs universels alors que les responsabilités communes mais différenciées et la souveraineté des États ont par ailleurs largement été mobilisées pour éviter de devoir prendre des engagements ambitieux. Ils devraient néanmoins permettre de mettre en place un système de suivi de la mise en œuvre du développement durable dans l'ensemble des pays. Les États ont tenu à une négociation intergouvernementale de ces objectifs et refusent un processus de type Objectifs du Millénaire, ce qui n'est pas sans risque pour leur réelle portée et leur capacité transformationnelle. »*

P Canfin : *« Un panel d'expert devra être nommé et rendre des propositions dans les mois qui viennent pour amorcer la négociation sur les ODD. Comme ce n'est pas initié par les européens (même si c'était une idée portée par l'UE en lien avec les africains), cela a une chance d'aboutir... »*

Pierre Radanne a noté les difficultés de la mobilisation en commun des ONG de développement et des ONG d'environnement : beaucoup de démarches sont conduites en parallèle, qui ne convergent pas. Chacun avec ses propres terrains de jeu, ses interlocuteurs privilégiés dans les systèmes nationaux et internationaux, et ses contraintes économiques.

Tout ce travail est à réaliser dans un délai assez bref de 3 années. Dans ce temps limité, il est indispensable de réussir la jonction avec les collectivités territoriales, et s'appuyer aussi sur les

organisations syndicales qui ont démontré leur engagement. Avec eux il faudra établir un rapport de force vis-à-vis des entreprises, et sur la Responsabilité sociale et environnementale.

Cette convergence est indispensable pour que les négociations au niveau de l'ONU puissent avancer, en évitant que tous les conflits potentiels ne bloquent toute avancée ;

Le développement durable est tout de même en marche, mais peut-être là peu l'attendre : dans l'action de multiples acteurs de par le Monde !

Un agenda à suivre :

- ONU Habitat (Naples septembre 2012)
- Beyond 2015 : une démarche de la société civile pour préparer les échéances de 2015
- la Biodiversité (Hyderabad octobre 2012),
- la FAO (CSA, session d'octobre 2012, dont "The State of Food Insecurity in the World - Economic growth necessary, but not sufficient to accelerate reduction of hunger and malnutrition "...
- AfriCités Dakar décembre 2012 *Construire l'Afrique à partir de ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ?* Table ronde des Prix Nobel : Quelle place pour l'Afrique dans le monde d'aujourd'hui et de demain ?  
Rencontre autorités locales de Chine, de Turquie, du Brésil / autorités locales d'Afrique
- Tunis mars 2013 Forum Social Mondial
- ...

Et bien d'autres, comme sur le Climat

**Quelques textes utiles pour aller plus loin :**

- « The futur we want », déclaration finale, <http://www.uncsd2012.org/thefuturewewant.html>
- Déclaration finale, Sommet des Peuples de Rio+20 « pour la Justice Sociale et environnementale, pour la défense des biens communs et contre la marchandisation de la vie. »
- "Dialogues for Sustainable Development", Riocentro June 16 – 19, Report
- Nathalie Dupont Les convergences du G20 de RIO+20 et du sommet européen 20jun12
- P Burger CARI, Texte opinion retour RIO+20 VF 27 06
- P Calame article Rio+20, juil2012
- ...

## **Annexe**

### **Le bilan des conventions lancées en 1992.**

Quatre directions ont été affichées en 1992 : la Convention sur le Climat ; la convention pour la protection de la biodiversité ; la convention contre la désertification, enfin l'agenda 21 et les agendas 21 locaux.

#### ***La convention Climat et le protocole de Kyoto***

Les étapes de la préparation, et les difficultés de décider la suite du protocole de Kyoto : signé le 11 décembre 1997 lors de la 3<sup>e</sup> conférence annuelle de la Convention (COP 3) à [Kyoto](#), il est entré en vigueur le 16 février 2005 (et en 2010 ratifié par 168 pays). Ce protocole vise à réduire, entre 2008 et 2012, de 5,2 % par rapport au niveau de 1990 les émissions de 6 gaz à effet de serre : dioxyde de carbone, méthane, dioxyde d'azote et trois substituts des chlorofluorocarbones. Pour préparer sa suite se sont réunies, mais sans aboutir les Conférences de Bali (2007), Poznań (2008), Copenhague (2009), Cancun (2010) et Durban (2011). Cf. les documents d'Anne Chetaille.

Voici quelques extraits du dernier Echo de Durban, qui donne une idée de l'ambiance :

- «Paquet» de Durban: beaucoup de mots pour peu d'actions
- Plateforme de Durban : encore un nouveau processus! Après le Plan d'action de Bali, une nouvelle feuille de route
- Protocole de Kyoto sous perfusion. Oui pour une deuxième période d'engagement ! Mais retard à prévoir.
- Financements : démarrage annoncé, mais risque de panne élevé! Le Fonds vert est presque opérationnel.
- Avancées sur le front de l'adaptation. Mais avancées techniques et blocages politiques. Une priorité pour l'action territoriale, avec une déclaration appuyée par Citées unies
- REDD+: toujours aucune décision sur les montants financiers!
- L'agriculture a enfin droit de cité dans une décision de la Conférence des Parties à la Convention Climat. Il était temps

Un nouveau calendrier :

2013/2015 (date limite pour un accord)/ 2017 (fin du protocole, qui disparaît pour l'UE ??)/ 2020 (début de la nouvelle période contraignante ??)

L'Union européenne vient d'arrêter sa feuille de route pour baliser sa contribution pour réduire en 2050 les émissions des pays industrialisés de 80% à 95% par rapport à leur niveau de 1990, ceci afin de limiter le réchauffement du climat de la planète à 2 degrés.

A ce jour, l'UE s'est engagée pour 2020 à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à leurs niveaux de 1990.

Cet effort devrait être porté à 40% en 2030 et à 60% en 2040, selon le projet de feuille de route.

La Pologne a accepté de contribuer à l'effort commun pour 2020, mais elle refuse tout nouvel objectif contraignant pour l'avenir et souhaite pouvoir accroître ses efforts de réduction de ses émissions à son rythme et en fonction de ses moyens. La feuille de route sera mise en œuvre par les 26 autres pays membres.

***La Convention sur la diversité biologique (CDB)*** a elle aussi été adoptée lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, avec trois buts principaux :

1. la conservation de la diversité biologique (ou biodiversité) ;
2. l'utilisation durable de ses éléments ; et

3. le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques.

Le premier but n'a pas été atteint. Il faut aujourd'hui 17 fois plus d'effort aux pêcheurs qu'en 1889 pour titrer une tonne de poisson de la mer... Les ressources génétiques utilisées par l'homme, les populations d'oiseaux... toutes ont régressées, malgré les efforts faits dans la conservation : la pression reste trop forte.

Pour les deuxième et troisième buts, on doit constater une tension entre les tenants d'une vision symbolique de la biodiversité, à travers des espèces emblématiques (le panda, l'ours blanc...), et une vision plus utilitariste, en souhaitant préserver la biodiversité « là où je vis ». Mais le travail fait sur ces buts reste encore faible, au moins jusqu'à la conférence de Nagoya. ...

La 10<sup>e</sup> Conférence des parties, à Nagoya en octobre 2010, a adopté le protocole de Nagoya, qui traite notamment les points suivants :

- un meilleur accès aux ressources génétiques et un partage plus équitable des avantages issus de leur utilisation (lutte contre la « Biopiraterie ») ;
- l'adoption d'un plan stratégique 2011-2020, avec 20 sous-objectifs quantifiés, dont un objectif de suppression en 2020 des subventions dommageables à la biodiversité ou la création d'un réseau d'espaces protégés couvrant au moins 17% de la surface terrestre et 10% des océans ;
- un accord pour la création d'une plateforme IPBES, « Intergovernmental science-policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services » (qui sera l'équivalent du GIEC pour la biodiversité) ;
- une mobilisation de ressources financières pour appliquer cette stratégie.

La **Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification** (CLD) est la dernière des trois [conventions de Rio](#) à avoir été adoptée. Elle a été adoptée à [Paris](#), deux ans après le Sommet de Rio, le [17 juin 1994](#), et est entrée en vigueur le [25 décembre 1996](#), 90 jours après réception de la cinquantième ratification. 193 pays font parties de la CLD. Elle traite de la [désertification](#) définie comme « la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines » et des moyens de lutte adaptée : « mise en valeur intégrée des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, en vue d'un développement durable et qui visent à: prévenir et/ou réduire la dégradation des terres, remettre en état les terres partiellement dégradées, et restaurer les terres désertifiées »...

Les Zones arides couvrent 40% des terres, surtout utilisées par le pastoralisme. C'est en Afrique que vit 50% de la population concernée.

En France le CSFD (Comité scientifique français contre la désertification, auquel participent le Cirad et l'IRD) joue un rôle significatif. L'intensification agro écologique est une piste très prometteuse. La Grande muraille verte est une tentative d'utiliser au Nord et au Sud du Sahara toutes les pratiques, depuis le semi direct, l'agroforesterie, la transformation des systèmes d'élevage, et bien sûr l'agro écologie...

Mais la lutte contre la désertification reste la moins travaillée des trois thématiques de Rio 1992.

La note du Conseil d'Analyse Stratégique de janvier 2012 fait le point de cette question.

### ***L'Agenda 21 mondial, les agendas nationaux, les agendas locaux***

L'**Agenda 21** (ou **Action 21**) est un plan d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle adopté par 173 chefs d'État lors du sommet de la Terre, à Rio, en 1992.

Avec ses 40 chapitres, ce plan d'action décrit les secteurs où les efforts de tous doivent contribuer au développement durable. Il formule des recommandations dans des domaines aussi variés que : la pauvreté ; la santé ; le logement ; la pollution de l'air ; la gestion des mers, des forêts et des

montagnes ; la désertification ; la gestion des ressources en eau et de l'assainissement ; la gestion de l'agriculture ; la gestion des déchets ;

En parallèle à ce plan d'action, une déclaration sur l'environnement et le développement a été adoptée. Elle énumère 27 principes à suivre pour mettre en œuvre l'Agenda 21.

Dans son chapitre 28 il définit les domaines d'activité et les initiatives des collectivités locales à l'appui du programme d'action 21.

On peut dire que ce sont les agendas locaux qui ont fait vivre cet engagement de Rio..

L'Association 4D, l'Association des Maires de France (AMF), le Comité 21 et le Ministère en charge du développement durable ont créé **l'Observatoire national des agendas 21 locaux et pratiques territoriales de développement durable**.

Il se concentre sur l'action des collectivités et leur engagement en faveur du développement durable.

L'Observatoire est animé par l'[Association 4D](#).

Il faut aussi noter les nouvelles directions prises par **la recherche agronomique** dans cette période. Noter en particulier le « méta programme » INRA sur l'adaptation de l'agriculture et de la forêt aux changements climatiques. Et les efforts pour réconcilier production agricole et protection de l'environnement. Le Sommet mondial de l'alimentation de Rome en novembre 1996 et les émeutes de la faim des années 2007-2008, puis de 2010 ont rendu indispensable l'ouverture de ce chapitre.